

de M. Tinaud tendant à maintenir les droits acquis des personnels des messageries maritimes (p. 9516); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 1000: *Ses observations sur les constructions navales* [3 janvier 1951] (p. 63); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE: Article additionnel: *Application de l'article 48 du règlement à l'amendement de M. Hamon affectant certains droits de douane à l'établissement national des invalides de la marine* [2 février 1951] (p. 684); Art. 3: *Son amendement tendant à diminuer de 0,50 0/0 la contribution patronale pour les pensions des marins* (p. 689); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000: *Demande de disjonction du chapitre, présentée par M. Lambert (Houillères de Fuveau)* [20 avril 1951] (p. 3566). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative aux manifestations de mouvements de jeunesse étudiante [6 avril 1951] (p. 2813, 2814). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; *Rappel au règlement de M. Temple (Sort des amendements non soutenus)* [11 avril 1951] (p. 3127); — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} mai 1951] (p. 4408, 4412); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, en qualité de *Rapporteur* [12 mai 1951] (p. 5124, 5125, 5126, 5127, 5128, 5130, 5131); *Contre-projet de M. Allouneau tendant à établir un présalaire proportionnel au traitement des fonctionnaires* (p. 5132); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Deixonne tendant à limiter le présalaire aux étudiants des établissements publics* (p. 5134); *Rappel au règlement de M. Cajeux (Vote de l'amendement de M. Deixonne)* (p. 5135); *Amendement de M. Airoidi tendant à insérer la référence à la loi du 22 août 1946* (p. 5135); Art. 2: *Application de l'article 1^{er} de la loi des maxima à l'article relatif aux élèves des écoles d'Etat ayant qualité de fonctionnaire* (p. 5136); Art. 1^{er}: *Application de la loi des maxima à l'article prévoyant une charge de 18 milliards pour le présalaire* (p. 5137, 5138, 5139); — du projet de loi relatif à la construction navale, en qualité de *Rapporteur* [16 mai 1951] (p. 5238, 5239);

Art. 1^{er}: *Amendement de M. Gouge tendant à rendre obligatoire l'allocation forfaitaire aux chantiers pour réparations* (p. 5241).

CERCLIER (M. Roger), Député de la Creuse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre: de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 401), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1948] (p. 34); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 401), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission spéciale chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin aux attributaires [18 février 1947] (p. 357); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [30 novembre 1947] (p. 7302).

Dépôts :

Le 29 avril 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi portant statut de la coopération, n° 1204. — Le 30 juillet 1947, une proposition de loi relative au transfert à l'Etat de la Société Francolor, n° 2171. — Le 22 août 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant statut de la coopération, n° 2475. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à exproprier les thermes d'Evau-les-Bains, n° 3950. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des Affaires économiques sur les propositions de loi: 1° de M. Cerclier et plusieurs de ses collègues tendant à exproprier les thermes d'Evau-les-Bains; 2° de M. Pauly et plusieurs de ses collègues, conseillers de la République, tendant à exproprier les thermes d'Evau-les-

Bains, n° 4070. — Le 1^{er} juin 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prononcer la déchéance de l'actuel concessionnaire du droit d'exploiter l'établissement civil de Bourbon-l'Archambault, n° 4384. — Le 1^{er} juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de M. Dagain et plusieurs de ses collègues ayant pour objet la réglementation de la fabrication et de la vente de la pâtisserie, n° 4829. — Le 1^{er} juillet 1948, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues relative à la conservation du lait n° 4830. — Le 15 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par la grêle des cantons de Boussac et de Chambon-sur-Voueize (Creuse), n° 10312. — Le 23 juin 1950, une proposition de loi tendant à créer des caisses départementales provisoires d'assurances et une Caisse nationale provisoire de réassurance des risques de calamités agricoles, n° 10414.

Interventions :

Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut de la coopération : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* de la Commission des affaires économiques [30 juillet 1947] (p. 3704, 3705); Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck-Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'alinéa* (p. 3707, 3708); Art. 8 : *Amendement de M. Meck tendant à établir le scrutin de liste dans les assemblées générales réglé par un décret d'administration publique* (p. 3710); *Ses modifications de forme du texte de l'article* (p. 3720). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Besset sur les incidents de Clermont-Ferrand le 15 juin 1948 [18 juin 1948] (p. 3705). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le prix des pommes de terre, les importations de Hollande et la nécessité d'établir un régime de liberté économique)* [25 février 1949] (p. 971, 972); — des interpellations sur les prix agricoles (*Ses explications de vote sur*

l'ordre du jour de confiance de M. Moussu) [24 février 1950] (p. 1492, 1493); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1670 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le génie rural* [24 mai 1950] (p. 3896, 3897); Chap. 3550 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chasses de Rambouillet et de Marly* [25 mai 1950] (p. 3934); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3955, 3956); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; Budget annexe des prestations familiales agricoles, Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir la taxe de 400 sur les céréales* [31 juillet 1950] (p. 6253); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article augmentant le droit sur les permis de chasse* (p. 6256, 6257); Art. 8 : *Son amendement tendant à calculer les prestations familiales agricoles selon un salaire de base fixé à 10.000 francs pour la Seine* (p. 6274, 6275); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6572, 6573); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les sinistrés du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation* [4 août 1950] (p. 6625); Art. 7 : *Son amendement tendant à créer une caisse départementale d'assurance contre les calamités agricoles* (p. 6646). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [16 novembre 1950] (p. 7782).

CERMOLACCE (M. Paul), Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} Circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784) [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1011). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu vice-président de la Commission de la marine marchande et des pêches [J. O. du 5 février 1948] (p. 1264), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782).